



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

# ACCORD-CADRE DE FOURNITURE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES

---

Fourniture de ressources documentaires

N°2024950ACFO081

---

**Date limite de dépôt des offres :**  
**17/02/2025 avant 12 h 00**



Normandie Université

Campus 1  
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5  
marches.publics@unicaen.fr  
www.unicaen.fr

## **SOMMAIRE**

1 - Objet du contrat .....	4
2 - Etendue de la consultation .....	4
2.1 - Mode de passation .....	4
2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature .....	4
<b>2.2.1 Décomposition de la consultation .....</b>	<b>4</b>
<b>2.2.2 Etendue des prestations .....</b>	<b>6</b>
<b>2.2.3 Nomenclature .....</b>	<b>6</b>
2.3 - Type de contrat/accord-cadre .....	6
<b>2.3.1 - Prestations supplémentaires éventuelles .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3.2 - Variantes .....</b>	<b>7</b>
2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	7
3 - Conditions de la consultation .....	7
3.1 - Délai de validité des offres. ....	7
3.2 - Groupement d'entreprises .....	7
4 - Remise du DCE .....	7
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	7
5.1 - Documents et pièces à produire .....	8
5.2 - Visite sur site .....	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique .....	9
6.2 - Copie de sauvegarde .....	9
7 - Examen des candidatures et des offres .....	10
7.1 - Sélection des candidatures .....	10
7.2 - Attribution des marchés .....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	11
8 - Renseignements complémentaires .....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	11
8.2 - Procédure de recours. ....	11

## AIDE A LA DEMATERIALISATION

La procédure « marché public » est réalisée exclusivement par voie dématérialisée.

L'ensemble des échanges (questions/réponses, rejets, notification, avenants...) est réalisé électroniquement via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ; renseignez une adresse qui sera privilégiée lors de ces différents échanges électroniques.

L'acte d'engagement sera transmis uniquement au futur titulaire et devra être signé en original, soit en signature manuscrite, soit en signature électronique (une signature manuscrite scannée n'est pas une signature électronique valable).

Concernant l'utilisation de la plateforme en ligne, l'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- si le présent dossier a été téléchargé de manière anonyme ou via un agrégateur, les réponses aux éventuelles questions ou les modifications de DCE ne leur parviendront pas ;
- si le nom d'un fichier est trop long, des problèmes peuvent être rencontrés au téléchargement des offres ;
- compte-tenu du temps de transfert, il est fortement conseillé de prévoir un délai de téléchargement du dossier de réponse. Le téléchargement la veille de la date limite est une bonne pratique.

Contenu du dossier de la consultation :

- ☐ Le présent règlement de consultation (RC)
- ☐ Le cahier des clauses particulières (CCP)
- ☐ Les annexes techniques 1, 2 et 3 à l'acte d'engagement

## **1 - Objet du contrat**

La présente consultation concerne :

Fourniture de ressources documentaires pour l'ensemble des services, bibliothèques et composantes de l'Université de Caen Normandie.

Adresse de livraison :

Les fournitures du présent marché concernent l'ensemble des composantes et services de l'Université Caen Normandie (UNICAEN) et sont à livrer sur tous les lieux d'implantation de l'UNICAEN.

La livraison des fournitures imprimées sera faite à l'adresse indiquée sur chaque bon de commande et désignée comme telle. L'Université est implantée à Alençon, Caen (6 campus), Cherbourg, Lisieux, Saint-Lô et Vire.

La liste des implantations géographiques de l'Université est consultable sur son site internet (<https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>).

La livraison des fournitures imprimées à l'adresse indiquée sur chaque devis.

## **2 - Etendue de la consultation**

### **2.1 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-2 et R.2162-5 du Code de la commande Publique.

### **2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature**

#### **2.2.1 Décomposition de la consultation**

Les prestations sont réparties en 3 lots :

##### **2.2.1.1 Lot 1 : Périodiques et documentation numérique**

Définitions :

- par fourniture de périodiques, on entend la fourniture de périodiques imprimés, publications à feuillets mobiles, périodiques imprimés et numériques couplés et les périodiques numériques seuls, ainsi que les bouquets de périodiques
- par fourniture de documentation numérique, on entend plusieurs types de ressources : bases de données, livres numériques, encyclopédies, VOD, corpus.

Sont exclus du présent lot :

- les périodiques et la documentation numérique (achat ou abonnement) diffusés exclusivement par les organismes éditeurs et/ou un tiers désigné par celui-ci
- les périodiques confidentiels ou à diffusion restreinte (publications d'associations, à compte d'auteur, littérature grise)
- les périodiques épuisés
- les périodiques publiés par les services et composantes de l'Unicaen
- les fascicules de numéros isolés
- la documentation numérique (achat ou abonnement) pour laquelle la fourniture se fait dans le cadre d'un groupement de commande (annuel ou pluriannuel).

##### **2.2.1.2 Lot 2 : Livres et manuels scolaires français et livres et manuels scolaires étrangers de langues allemande et anglaise**

Définitions :

- par livres français, on entend les livres édités en France et les livres en langue française

(langues régionales de France incluses). Cette définition comprend aussi les livres dont une partie du texte est rédigée en français. Sont également concernées les publications en langues étrangères, mais éditées en France.

- par livres étrangers, on entend les livres édités hors de France et en langues allemande ou anglaise
- par fourniture de livres, on entend également fourniture de manuels scolaires, de bandes-dessinées et assimilées. De même sont inclus les livres comportant un matériel d'accompagnement reposant sur d'autres supports (CD, CD-Rom, DVD, ou autres).
- par manuels scolaires, on entend les livres régis par le décret n° 2004-922 du 31/08/2004. « Sont considérés comme livres scolaires, au sens de l'alinéa 4 de l'article 3 de la loi du 10 août 1981 susvisée, les manuels et leur mode d'emploi, ainsi que les cahiers d'exercices et de travaux pratiques qui les complètent ou les ensembles de fiches qui s'y substituent, régulièrement utilisés dans le cadre de l'enseignement primaire, secondaire et préparatoire aux grandes écoles, ainsi que des formations au brevet de technicien supérieur, et conçus pour répondre à un programme préalablement défini ou agréé par les ministres concernés. La classe ou le niveau d'enseignement doit être imprimé sur la couverture ou la page de titre de l'ouvrage. ».

On rappelle que les livres scolaires ne sont pas soumis au plafonnement à 9 % des remises faites par les libraires aux bibliothèques de prêt et défini par l'article 4 de la loi n° 2003-217 du 18 juin 2003.

Sont exclus du présent lot les fournitures suivantes :

- les livres étrangers dans les langues autres que l'anglais et l'allemand
- les livres numériques
- les publications diffusées exclusivement par les organismes éditeurs
- les publications confidentielles ou à diffusion restreinte (publications d'associations, à compte d'auteur, littérature grise)
- les livres publiés par les services et composantes de l'Unicaen
- les souscriptions
- les suites d'office
- les livres d'occasion
- les DVD
- les cartes et plans.

### **2.2.1.3 - Lot 3 : Livres d'occasion**

Définition : par livre d'occasion, on entend les livres régis par le décret n° 2023-497 du 22 juin 2023, relatif aux modalités de communication au public du prix des offres de livres neufs et de livres d'occasion : « *Est considéré comme un livre d'occasion, au sens du dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 10 août 1981 susvisée [n° 81-766, relative au prix du livre], un livre qui, quel que soit son état matériel, a déjà été acheté ou reçu à titre gratuit par une personne pour ses besoins propres, excluant la revente.* »

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Sont exclus du présent lot :

- les livres neufs
- les livres numériques
- les publications diffusées exclusivement par les organismes éditeurs
- les publications confidentielles ou à diffusion restreinte (publications d'associations, à compte d'auteur, littérature grise)
- les livres publiés par les services et composantes de l'Unicaen
- les souscriptions.

### 2.2.2 Etendue des prestations

A titre indicatif, les montants HT estimés des commandes sur ce marché pour la période de comparaison du 01/06/2021 au 01/10/2024 sont de :

Lot(s)	Désignation	Estimation HT sur la période	Estimation HT/an
01	Périodiques et documentation numérique	2 060 000 €	687 000 €
02	Livres français dont manuels scolaires et livres et manuels scolaires étrangers, de langue allemande ou anglaise	1 304 000 €	435 000 €
03	Livres d'occasion	40 000 €	10 000 €

### 2.2.3 Nomenclature

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV
1	Périodiques et documentation numérique	22212100-0 22200000-2	Journaux Journaux, revues spécialisées, périodiques et magazines
2	Livres et manuels scolaires, français et livres et manuels scolaires étrangers en langues allemande et anglaise	22112000-8 22110000-4 22113000-5	Manuels scolaires Livres imprimés Livres de bibliothèque
3	Livres d'occasion	22110000-4	Livres imprimés

Chaque lot fera l'objet d'un marché. Les candidats peuvent soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

### 2.3 - Type de contrat/accord-cadre

Voir article 6.1 du CCP.

Cet accord-cadre conclu sans minimum et avec un maximum de 7 100 000 euros HT est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU ou devis au fur et à mesure des besoins.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable et seront notifiés au fur et à mesure du besoin.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique par lot. Un opérateur peut être titulaire de plusieurs lots.

Le montant maximum est décomposé comme suit :

Lot 1 = 4 000 000 euros HT

Lot 2 = 3 000 000 euros HT

Lot 3 = 100 000 euros HT

### **2.3.1 - Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet

### **2.3.2 - Variantes**

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante. Pour présenter une variante le candidat doit obligatoirement avoir proposé une offre de base conforme aux exigences du présent DCE.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variant pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

### **2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Voir l'article 5.2 du CCP.

## **3 - Conditions de la consultation**

### **3.1 - Délai de validité des offres.**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **3.2 - Groupement d'entreprises**

Le marché peut être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises, le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

## **4 - Remise du DCE**

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivant : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **5 - Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 5.1 - Documents et pièces à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### **Pièces de la candidature :**

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Renseignement concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) – Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation	NON
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1 ou DUME)	NON
Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail (DC1 ou DUME)	NON
Attestations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente	NON
Extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription	NON
Pour les candidats étrangers, attestations équivalentes délivrées par les autorités compétentes. Si ces documents ne sont pas en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté	NON
Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article R. 324-4	OUI *

\* : signature manuscrite scannée acceptée

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent)	NON
En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet	NON
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	NON

### **Pièces de l'offre :**

- Un mémoire technique comprenant :
  - **Pour tous les lots**
    - Une présentation de l'entreprise, ses qualifications



- Une note organisationnelle des prestations proposées
  - Les délais d'exécution
  - Présentation des moyens humains et matériels dédiés à l'offre
  - Description de la formation (prise en main de la plateforme, évolution)
  - Description de sa politique en matière de responsabilité sociale et environnementale
  - Un code test d'accès à la plateforme de commande en ligne pour analyser la complétude du catalogue. Ce code servira à évaluer la plateforme en ligne et devra être valable au moins 90 jours. Il doit donner accès à une « plateforme école » ou être configuré afin qu'aucune commande réelle et aucune facturation ne puisse être validée.
- **Pour le lot 2**
    - L'explication relative à la gestion des informations bibliographiques, de la veille, du conseil et des commandes signalées comme urgentes, l'explication relative à la décomposition des prix proposés.
  - **Pour le lot 3**
    - L'explication relative à la gestion des informations bibliographiques, de la veille, du conseil, l'explication relative à la décomposition des prix proposés.
  - L'annexe technique à l'acte d'engagement du lot concerné
  - Une attestation d'assurance professionnelle
  - Il sera demandé au seul candidat retenu un acte d'engagement signé.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **5.2 - Visite sur site**

Sans objet

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document via la plateforme de dématérialisation PLACE [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **6.1 - Transmission électronique**

La transmission électronique des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

### **6.2 - Copie de sauvegarde**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais indiqués ci-dessus, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier à l'adresse suivante :

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE  
Esplanade de la Paix

Ou par voie dématérialisée à l'adresse mail : [marches.publics@unicaen.fr](mailto:marches.publics@unicaen.fr)

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique.
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

## **7 - Examen des candidatures et des offres**

### **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **7.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-2 du Code de la Commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

#### **• pour le lot n°1**

Critères	Pondération
1. Qualité et complétude du service	45%
2. Prix et remises consenties (dont frais supplémentaires, escomptes, etc.)	30%
3. Relation client	20%
4. Responsabilité sociale et environnementale	5%

#### **• pour les lots n°2 et n°3**

Critères	Pondération
1. Qualité du suivi et du traitement des commandes	40%
2. Informations bibliographiques, veille et conseil	25%
3. Délai et organisation des livraisons	15%
4. Prix et remises consenties	10%
5. Responsabilité sociale et environnementale	10%

Les critères seront analysés de la manière suivante :

- sans précision : 0% des points
- insuffisant : de 1 à 25% des points
- moyen : de 26% à 50% des points
- bon : de 51% à 75% des points
- optimisé : de 76% à 100% des points

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours plus tard avant la date limite de réception des offres.

### **8.2 - Procédure de recours.**

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Caen.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA, et dès la signature du contrat dans un délai : 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. L'acheteur a donc intérêt à publier un avis d'attribution le plus rapidement possible après la notification du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen  
3 rue Arthur Leduc  
BP 25086  
14050 CAEN CEDEX 4

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics  
22 mail Pablo Picasso  
BP 24209  
44042 NANTES CEDEX